

Texte 5

Un seul ennemi, une seule lutte

Le bureau fédéral du Nord.

Jean - Louis Gass, Victor Frémaux, Jean Bataille, Claude Colin (bureau fédéral du Rhône).

Pour une transformation du Parti assurant son Unité

Faire le bilan critique de l'action du Parti depuis Dijon, c'est d'abord mesurer son insertion dans les luttes.

On peut distinguer trois phases au cours de cette période :

1. — 1969 : Année de la montée des luttes en Europe

Avec l'automne chaud en Italie, les grèves de Belgique et de Suède, les grèves sauvages en Allemagne, et en France l'offensive ouvrière de la rentrée (luttes à Peugeot-Sochaux et Renault-Le Mans, les roulants de la S.N.C.F., la SNECMA, etc.).

Dans cette phase, le secteur ENTREPRISES, peu à peu structuré a commencé à intervenir dans les luttes. Mais, en toute honnêteté, nous ne sommes pas parvenus à peser très fort sur leur déroulement.

Il est néanmoins vrai que c'est dans cette période que l'axe de lutte du CONTROLE OUVRIER a été pris en charge par les militants du Parti.

2. — 1970 : La contre-offensive patronale et gouvernementale - Les contrats de Progrès.

L'offensive ouvrière culmine avec la malheureuse grève de l'E.D.F., puis chez Berliet, Caterpillar, à la fonction publique (catégories C et D), etc. Pour la première fois, le Parti tout entier intervient en masse sur la situation. La grève articulée chez Berliet remet en cause le contrat ; les luttes Caterpillar bloquent son application ; les postiers (C.F.D.T.) refusent d'être partie prenante à l'accord de la fonction publique ; ce sont des signes tangibles de la riposte à cette offensive.

Quand Séguy a proposé « un Grenelle à froid », nous avons pu réagir en bloc et peser sur les décisions finales. On peut dire que nous avons contribué à faire échouer cette tentative de « participation conflictuelle ».

3. — Fin 70, début 71 : la remontée de la combativité ouvrière et l'offensive populaire.

Cette phase est marquée par :

— le caractère limité, divisé des actions dans l'entreprise (par atelier, par établissement) et hors de l'entreprise.

La combativité montante ne débouchait sur aucune action d'ensemble. Elle s'exprimait soit par le grippage des rouages de l'entreprise (grèves-bouchons, prises de contrôle) soit par des revendications salariales souvent non-hiérarchisées.

Cette guérilla industrielle s'est étendue à des secteurs vastes : luttes souvent désespérées, contre les licenciements (textile du Nord, Mines, Fougères, etc.) ; lutte des employés du commerce (Niles Galeries) ; entrée en lutte des paysans prolétariés (Entremont), etc.

Les luttes populaires ont pris également de l'extension : bataille de masse des commerçants puis des lycéens contre la répression (Affaire Guiot), des paysans pauvres (viticulteurs du Midi), des usagers des transports, lutte des femmes pour leur émancipation.

Nous avons pu très souvent intervenir dans ce contexte. Mais le développement de notre pratique de masse s'est heurté au sentiment d'absence de perspectives politiques que ressentaient ceux-là mêmes qui menaient le combat.

— Cette période débouche sur les grandes luttes



des Batignolles et Renault et sur la multiplication des conflits dans la Métallurgie, le Textile, et chez les paysans de l'Ouest (bataille du lait). __

Nous avons certes mesuré aux Batignolles, le poids d'un comité de soutien appuyé par les paysans et les femmes. Mais la leçon a été aussi tirée par le P.C.F. : C'est après la manifestation réussie du 1^{er} Mai et au cours du conflit Renault qu'il déclenche sa grande offensive contre le P.S.U. et le courant révolutionnaire.

En popularisant la lutte, en diffusant massivement 3 T.S. spéciaux, nous avons réussi une démonstration importante.

Ce sont là les aspects principaux de cette période, soulignés par un relatif succès aux élections cantonales et municipales là où l'activité militante était forte et où nos positions ont été affirmées sans ambiguïtés.

Nous avons réalisé des acquis importants :

a) **Un changement du visage traditionnel du Parti** « laboratoire d'idées » grâce à l'initiative politique qu'ont représenté les A.O.P. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, ce sont les militants engagés dans les luttes qui ont rédigé un programme d'action, discuté ensuite, et ratifié par l'ensemble du Parti. Pour l'avenir il faudra en améliorer la composition et les conditions de travail.

b. — **Une avancée théorique et une clarification de la ligne politique**, aussi nette à Paris en 69 (sur les structures du Parti), qu'à Rouen (adoption d'un texte clair sur le CONTROLE OUVRIER) et surtout à Orsay.

c. — Une affirmation autonome de la ligne du Parti à l'occasion des municipales. De la même façon les élections législatives de 1973 doivent être une nouvelle occasion d'affirmer une stratégie révolutionnaire face à une politique de néo-front populaire.

Quelles que soient nos difficultés, ces acquis ne sauraient être remis en question.

Il faut au contraire développer et continuer la transformation du Parti. Presque toutes les luttes actuelles correspondent aux objectifs proposés par le programme d'action : luttes anti-hiérarchiques, statut unique et grille unique, remise en cause de la participation dans le contexte capitaliste, etc.

Faire marche arrière serait incompréhensible.

Il faut au contraire appliquer ce programme, le développer et le compléter, en particulier en proposant enfin des objectifs clairs aux luttes universitaires.

Cette avancée du Parti, la consolidation de son influence dans des milieux décisifs (ouvriers, paysans, couches populaires) ne peut se faire que dans **l'UNITE** du Parti, avec un débat approfondi au Congrès, sans unanimité de façade, mais sans querelle de fraction ou de personne.

LA STRATEGIE DU PARTI DANS LA PERIODE ACTUELLE

Les textes de synthèse des A.O.P. « Unification des luttes » « Luttés des masses hors de la production » et « Mouvement politique de Masse » donnent des éléments essentiels de cette stratégie. Ils représentent la conséquence logique de l'analyse du Capitalisme et de la lutte des classes aujourd'hui, faite dans T.S. N° 487 par la D.P.N.

Mais il faut mettre en relief les principaux points de cette stratégie.

A. LES OBJECTIFS POLITIQUES POUR LA PERIODE ACTUELLE

1. Faciliter l'élargissement des champs d'intervention des luttes - Assurer leur convergence.

Quel que soit le point de départ de l'action de masse (une usine qui ferme, un refus des conditions de travail dans une entreprise, une lutte pour la défense du sol comme outil de travail ou pour le logement, les transports, etc.), notre rôle doit être constamment d'étendre le combat, sur les mêmes bases, aux autres secteurs. Par exemple : les luttes défensives sur l'emploi peuvent devenir offensives si elles sont étendues à toute la population de la région ; l'action des O.S. du Mans contre leur statut actuel et leur refus du travail posté, peuvent s'étendre à tous les O.S. de toutes les branches, etc.

De ce point de vue, le rôle des comités de soutien (type Batignolles, unissant ouvriers,

paysans et femmes de grévistes) ou mieux, celui des objectifs unifiés (par exemple la lutte commune des employés des Nlles Galeries et des travailleurs-consommateurs) reste fondamental.

2. **Approfondir la prise de conscience politique des masses.**

Puisque aujourd'hui, l'organisation de la société est le reflet de l'organisation capitaliste du travail, et que l'exploitation se prolonge dans le « Cadre de vie » en transformant en marchandises rentables la maladie, le logement, les loisirs, l'éducation, **chaque lutte rencontre une même cible : le pouvoir politique de la bourgeoisie.**

D'autre part, les nécessités du développement du capitalisme obligent la bourgeoisie à exercer une domination politique de plus en plus forte dans tous les domaines. Les différentes organisations de masse présentes sur ces terrains (A.P.E., enfance inadaptée, associations culturelles, etc.) se heurtent directement dans leur action à des problèmes politiques. C'est aussi l'occasion de développer la prise de conscience politique des masses et de mener la lutte contre la volonté de la bourgeoisie de faire de ces forces sociales des agents actifs de sa politique.

C'est en affirmant constamment l'aspect global du combat anti-capitaliste et la nécessité de diriger les coups contre le pouvoir central et ses appareils qu'une telle prise de conscience s'impose aux masses.

UN SEUL ENNEMI, UNE SEULE LUTTE

3. — **L'affirmation et la crédibilité du courant révolutionnaire.**

Cette politisation des luttes, cette vision de plus en plus nette de l'adversaire unique et donc de la nécessité d'une alternative politique à la société actuelle, se heurte à un obstacle : la crédibilité insuffisante pour les travailleurs de la voie révolutionnaire.

Le Parti doit se hausser à la hauteur de ses tâches historiques, c'est-à-dire montrer en termes concrets que les aspirations réelles des masses (refus de la hiérarchie, de l'oppression capitaliste, de la vie morcelée et sans signification) ne peuvent être satisfaites que par le changement révolutionnaire et les luttes menées et dirigées par les travailleurs. C'est au niveau des problèmes posés que se développent une voie et une ligne

autres que la résignation et l'intégration. Par exemple, il faut choisir entre l'acceptation passive de la mort économique de la Lorraine (avec quelques compensations salariales provisoires) et la lutte acharnée pour bloquer unilatéralement et en créant des situations de fait, le transfert de la sidérurgie à Fos.

La crédibilité de notre ligne passe par la démonstration sur le terrain **QU'IL N'Y A PAS D'AUTRES CHOIX OFFENSIFS.**

B. LA REPONSE UNIFIANTE : LE MOUVEMENT POLITIQUE DE MASSE

Si la cible principale est le Pouvoir central capitaliste, cela veut dire que la riposte globale est la lutte pour la prise effective du Pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. Mais, parce qu'il n'y a pas de stratégie abstraite, parce que l'on ne doit poser à la classe ouvrière que les problèmes qu'elle peut résoudre, la stratégie de la prise du Pouvoir passe principalement par la victoire de la ligne de masses et l'échec de celle de la « Démocratie avancée ».

1. Pas une zone, pas un lieu abandonné à la paix sociale.

2. Etendre les Assemblées de travailleurs, résoudre les problèmes des assemblées générales pour qu'il y ait **réellement délibération** (importance des délégués à l'A.G., des débats à la base, et l'information) et **réellement décision collective.**

3. Délégués d'ateliers mandatés et rendant compte (comme à Peugeot-Lille où les ouvriers désignent eux-mêmes leurs représentants face au patronat — cette initiative étant soutenue par TOUS les délégués syndicaux). Pour autant un éventuel « mouvement des délégués » ne saurait à lui seul répondre à tous nos problèmes dans l'entreprise et constituer un raccourci historique vers le mouvement politique de masse.

4. Relier les luttes défensives et offensives des secteurs avancés et des secteurs sous-développés, avec la même extension des luttes prolétariennes vers les luttes populaires — mais surtout avec une prise en charge des objectifs des uns et des autres au niveau global.

5. Développer et imposer le CONTROLE OUVRIER (comme à Peugeot-Lille où une partie

des ouvriers décident des cadences) en combinant partout lutte revendicative et lutte pour le contrôle (l'issue prouve là que le contrôle débouche aussi sur la satisfaction des revendications).

Autour d'objectifs au carrefour des luttes (par exemple la lutte pour l'augmentation du salaire ouvrier et le prix du lait collecté — ceci non-hiérarchisé — à Entremont, la lutte pour d'autres conditions de travail, contre la toute puissance de la hiérarchie **ET** contre la hausse des prix aux magasins Auchan de Lille, etc.). **Faire converger les luttes ouvrières et populaires**, à partir des éléments les plus combattifs, **dans un seul mouvement politique de masse** contre le même adversaire.

7. Un tel mouvement politique de masse suppose l'adoption et la pratique par tous les secteurs populaires de **nouvelles formes d'organisation** nées des secteurs avancés de la lutte ouvrière (même assemblée de base désignant des délégués révocables, comme à Mons-en-Barœul contre les charges ou à Arras contre les loyers), mêmes situations de fait imposées en dehors des règles officielles, mêmes capacités de regroupement global avec cible politique.

C'est sur cette perspective, avec ce type d'organisation et ce type de développement des luttes que se constitue le terrain privilégié de l'action du Parti Révolutionnaire ; c'est là que le rapport de force avec les tenants de la démocratie avancée peut changer en sa faveur. **C'est dans le mouvement politique de masse, que se prépare la prise du pouvoir** et que l'affrontement avec le Réformisme et les tenants de la démocratie avancée peut être victorieux donc décisif pour l'instauration du socialisme.

C. SUBORDONNER LA TACTIQUE A LA STRATEGIE

La lutte contre l'opportunisme ne passe pas par des déclarations théoriques sans faille mais **par la vérification minutieuse dans la PRATIQUE**, que toute décision tactique est strictement subordonnée à la stratégie.

1. C'est de cette manière que l'on doit aborder, par exemple le problème des élections ou celui de la violence.

il est impossible de s'en tenir à une attitude éclectique qui penserait qu'il est un temps pour le

réformisme et un temps pour la révolution, qui affirmerait que tous les moyens de lutte : le bulletin de vote, la lutte de masse, l'auto-défense des travailleurs sont d'égale valeur. Les luttes électorales, toujours nécessaires, doivent être subordonnées aux luttes des masses ; l'emploi de la violence est, à certains moments, inévitable si l'on ne veut pas succomber sous les coups de la violence contre-révolutionnaire.

2. De la même manière, le **problème des alliances**, en particulier avec le P.C.F., doit être subordonné à la stratégie. Il serait illusoire et dangereux de vouloir dégager les masses de l'emprise du P.C.F. par un « Front Unique à la Base » avec les militants du P.C.F. jugés sains dans leur ensemble par opposition à la Direction que l'on dénoncerait comme trahissant le combat ouvrier. Une telle pratique ne pourrait aboutir qu'à des résultats inverses de ceux recherchés ; elle resserrerait au contraire les rangs du P.C.F. autour de ses leaders attaqués et rejetterait les militants communistes — parfois ébranlés — dans les bras de Marchais. Il s'agit au contraire de montrer d'abord, dans la pratique, comment se constitue le front de classe, comment l'unité des travailleurs se fait dans la lutte, pour montrer ensuite, sur cette base concrète, qui s'oppose au front de classe, qui refuse le combat collectif.

Sur cette base, la confrontation avec le P.C.F. dans les masses, est donc un problème tactique, mais aussi un moyen puissant pour combattre la stratégie de démocratie avancée, point par point, usine par usine, quartier par quartier.

3. De même, **la question syndicale** doit être traitée en fonction de la stratégie.

Il est clair que le syndicat, forme d'organisation qui n'est pas historiquement dépassée, strictement indispensable à la défense des travailleurs, ne peut plus se contenter de vendre le plus cher possible la force de travail. Il a aussi à prendre en charge la lutte contre la hiérarchie, les conditions de travail, etc., bref, l'ensemble des objectifs attaquant l'organisation capitaliste du travail.

Enfin, le syndicat doit être l'instrument qui favorise la démocratie prolétarienne, qui assure l'information et qui fait les propositions nécessaires.

Subordonner la tactique à la stratégie, c'est d'une part se battre dans les syndicats pour la prise en charge de ces objectifs et de cette

démocratie de masse. Mais c'est surtout faire le travail politique dans les entreprises, directement auprès des travailleurs, porter et analyser les propositions, subir les critiques directes des masses, en tant que parti politique.

Quand le camarade Krumnov, dans T.S., explique que c'est dans l'assemblée des travailleurs que se confrontent de fait les propositions du Parti ouvrier et du syndicat, et que les travailleurs tranchent, il exprime une conception conforme à la ligne de masse des rapports Parti-Syndicats.

Nous rejetons formellement toutes les propositions de « coordination », de création de fraction et de courroie de transmission dans le syndicat, car dire que le travail doit être fait prioritairement dans le syndicat, c'est dire que l'on constituera de fait le noyautage et les tendances.

Mais ce refus absolu de la courroie de transmission vaut aussi dans le sens Syndicat-Parti. Les pressions inadmissibles exercées par les appareils sur nos militants pour qu'ils choisissent au Congrès de Lille telle orientation plutôt que telle autre, tels camarades plutôt que tels autres, prenant ainsi les ouvriers du Parti pour des sous-développés mentaux, nous devons les combattre avec la même vigueur que les pressions exercées par les militants politiques sur le syndicat.

4. Pareillement, **notre insertion dans les mouvements de masse extérieurs à l'entreprise** doit être conforme à la même stratégie. Dans le mouvement lycéen, dans le mouvement étudiant, cette tâche est de même type avec **aussi** des propositions d'objectifs permettant de rejoindre le combat ouvrier et paysan.

L'expérience acquise par nos camarades agriculteurs dans le syndicat et dans les masses rurales, la capacité qu'ils ont démontrée de rejoindre les luttes populaires (sur le cadre de vie à Nantes) et ouvrières (Laval, Batignolles) sont de ce point de vue un exemple.

Notre influence croissante **à la base**, dans d'autres mouvements populaires comme les A.P.F. se heurte à l'attitude sectaire et à la répression bureaucratique du sommet (exemple les A.P.F. du Nord). Cela montre bien que sur une pratique correcte de la stratégie du Parti et dans le respect des décisions collectives à la base, une prise de conscience politique se développe également

dans ces milieux.

5. On ne peut pas non plus aborder autrement notre **liaison avec les groupes révolutionnaires**. C'est en se situant dans notre perspective stratégique et en tenant compte de leur réelle importance dans le champ des luttes, que nous pouvons, avec eux, faire avancer l'ensemble du courant.

C'est dans la lutte de masse que nous pouvons nous unifier et surmonter les contradictions internes au courant. La définition de notre attitude dans le SECOURS ROUGE; déterminée au Conseil national d'Orsay est une illustration de cette application tactique de la stratégie d'ensemble.

DE QUEL PARTI AVONS-NOUS BESOIN?

L'analyse de la période et de l'action du P.S.U. depuis 1968 montre qu'il est pour l'instant l'outil indispensable à tous les travailleurs, à tous les opprimés qui mènent les luttes significatives contre le capitalisme. L'augmentation de son influence et de son audience auprès des révolutionnaires, des vrais, c'est-à-dire de ceux dont les actions par leur contenu mettent en question la société bourgeoise et par leurs modalités attaquent le pouvoir central, ne doit pas nous entraîner à une autosatisfaction dangereuse mais accroît considérablement nos responsabilités. Nous sommes responsables devant les masses de la construction patiente du parti révolutionnaire dont elles ont besoin pour unifier, décupler leurs luttes et concentrer leurs effets.

Le P.S.U. devra progressivement devenir un outil d'intervention efficace et pour cela jouer véritablement le rôle d'un intellectuel collectif ; il doit aussi et dès à présent correspondre à l'idée que les travailleurs s'en font, c'est-à-dire changer profondément de visage quant à sa pratique et à la composition de ses directions. Voilà les résultats que les militants attendent et que le Congrès doit rechercher.

Pour répondre aux tâches qui nous attendent telles qu'elles sont définies dans le chapitre sur la stratégie le Parti recherchera l'ouverture et l'efficacité ou plus exactement sera efficace parce qu'ouvert sur les masses.

Parti ouvert — au niveau de ses organes de base prendront part aux discussions et aux décisions tous ceux qui se battent avec nous ; les militants membres des mouvements de masse que nous avons contribués à lancer : Secours Rouge, O.J.T.R. ou de mouvements de masse plus traditionnels, ramèneront au Parti les pulsions, les désirs informulés des masses et permettront ainsi au Parti d'être à l'écoute réelle des masses ;

— A tous les niveaux, depuis les groupes de base jusqu'à la direction nationale, nous devons être prêts aux discussions, aux confrontations avec tous les militants et responsables des organisations, P.C.F. y compris, disposés à participer au Front de classe qui se créera pour mener les luttes sur tel ou tel point de friction avec le capitalisme.

Parti efficace — dans la mesure où il est ouvert, le Parti peut jouer son rôle le plus essentiel : la centralisation politique des luttes menées sur tous les champs d'intervention possibles : production, cadre de vie, idéologie, etc.

— A l'écoute des masses, le Parti peut faire les analyses correctes, prendre en charge leurs objectifs, concentrer leur volonté, et grâce à ses moyens d'expression et à son organisation, retourner vers les masses avec des propositions et des mots d'ordre unifiants et des modalités de lutte qui entraîneront une élévation du niveau de conscience politique ;

— Ouvert vers l'extérieur, démocratique à l'intérieur, le Parti sera à même d'exiger une discipline résolue dans l'action.

Parti ouvert, plongé dans les masses, véritable intellectuel collectif, le P.S.U. pourra remplir alors la fonction d'une avant-garde de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple.

C'est en fonction de ces principes qu'il faut poser les problèmes d'organisations et de structures. Nous n'aborderons ici qu'un certain nombre de points en référence au texte de synthèse des A.O.P. majorité de Paris-Rhône-Alpes - Provence-Côte d'Azur.

Structures de bases : la difficulté essentielle provient du fait que les groupes d'action du Parti et notamment d'entreprises n'ont pas toujours le même statut non en droit mais en fait. Certaines sections ou fédérations exerçant encore un contrôle politique préalable à l'action de ces groupes et empêchant en fait leur développement

en liaison avec les luttes qu'ils pourraient politiquement animer et leur manque d'autonomie financière constitue dans ce contexte là un obstacle sérieux et souvent infranchissable.

Néanmoins, sur un plan général, tenant compte du double impératif auquel il faut répondre :

— le travail de masse quant à l'agitation et à l'animation des luttes ;

— la fonction d'intellectuel collectif qui dégage les propositions globales et unifiantes pour élargir les luttes et engager le choc frontal à tous les niveaux avec la bourgeoisie et son Etat.

Nous faisons les propositions suivantes :

1. Le groupe d'action (entreprise, inter-entreprise, paysans, enseignants, quartiers, H.L.M., etc.), est totalement autonome politiquement, sur son point d'intervention sociale. Il est le niveau où s'effectuent les adhésions et par conséquent le moyen par lequel les militants interviennent dans les luttes de masse. L'animation des luttes quotidiennes se décidera par une confrontation libre à l'intérieur du groupe entre les militants du Parti et ceux qui n'auront pas manifesté leur prise de conscience politique dans une adhésion. Le groupe verra renforcer son autonomie par l'autonomie financière, les cotisations étant perçues à son niveau. Les groupes de même nature de toutes les sections d'une fédération seront structurés verticalement en secteur d'action qui coordonne les luttes sur un même front (entreprise, logement, transport, lycéens, femmes, jeunes travailleurs, etc.).

2. La section est le lieu de la délibération collective entre les militants des groupes ayant vécu des expériences de luttes diverses. Délibération qui permet de mettre en liaison les luttes externes et internes à l'entreprise, de centraliser et populariser les luttes parcellaires et enfin de dégager la ligne générale du Parti.

Des sections du P.S.U. ne jouent pas ce rôle de direction politique de luttes de masse. L'une des fonctions des structures régionales du Parti sera d'implanter des sections là où la nécessité d'une direction politique des luttes apparaît.

En attendant et tenant compte des réalités évoquées plus haut, des groupes d'entreprises pourront, s'ils le jugent nécessaire pour mener leurs luttes, se transformer en section.

3. Structures régionales : la construction des régions avec des directions politiques réelles, centrées sur la réalité économique et sociale. Il est indispensable que le Congrès dépasse les vœux pieux habituels et passe à une décision claire fixant un délai précis pour la constitution des régions et chargeant de ce travail une commission élue par le congrès.

4. Structures nationales : la montée de militants ouvriers et paysans à la direction, non pas par sélection individuelle, mais portée par leur milieu : si le congrès souverain élit les candidats, ils sont à prendre en considération de critères politiques, à partir des désignations des A.O.P. Le problème n'est pas de constituer un double collège, mais de faire des militants élus des camarades porteurs de la volonté collective des luttes sur l'entreprise et sur la terre. Dans le même esprit un secrétariat collectif ne remettant pas en cause les acquis mais renouvelant le visage du Parti est nécessaire pour l'impact dans les masses.

De la même façon qu'au niveau national, les directions des sections et des fédérations doivent être représentatives majoritairement des groupes d'action et des secteurs de luttes, elles pourront ainsi jouer réellement leur rôle de directions politiques des luttes.

5. Secteurs de luttes : C'est à un développement et à un renforcement des secteurs à tous les niveaux que le Parti doit procéder, plus particulièrement des secteurs entreprises et agricoles. Il doit s'agir d'un renforcement politique (direction collégiale avec inclusion de provinciaux) et d'un renforcement organisationnel et financier. Le secteur entreprise mieux organisé par branche industrielle doit par le renforcement de son autorité politique, pouvoir recommencer par exemple des interventions aussi importantes et décisives que celles sur Renault (T.S. spéciaux). Toutes les rencontres nationales de branche devront être précédées de rencontres préparatoires au niveau régional. Le Parti doit enfin mettre en parallèle la priorité des moyens et la priorité politique accordée à ce secteur. Ainsi le « Courrier des entreprises » doit devenir le support militant régulier de l'action dans les entreprises, sous la forme d'analyses critiques collectives. De plus un nouvel organe d'expression doit être créé qui rende compte des luttes et dégage leur signification politique et, qui soit ainsi un instrument d'élargissement de l'influence des militants P.S.U. dans l'entreprise.

6. Nature de la direction centrale : Certains camarades mettent en avant la notion d'une

direction homogène. Voyons de plus près ce problème : puisque la D.P.N. est élue, le cas échéant à la proportionnelle du nombre de mandats obtenus au Congrès par des textes contradictoires, il ne peut s'agir que du B.N. Le B.N. est l'organisme chargé de la direction du Parti au jour le jour, donc, par suite de la transformation de la nature des interventions du Parti, il est chargé de la direction de l'élargissement des luttes au niveau le plus global, en fonction d'une certaine stratégie. Il s'ensuit que le B.N. ne peut être composé que de militants en accord sur la stratégie à moyen terme du Parti (jusqu'au congrès suivant). Peut-on aller plus loin et rechercher une homogénéité sur les options à plus long terme (actualité et modalités de la prise du pouvoir, type de société à construire, idéologie collective à promouvoir) nous ne le pensons pas. La totalité des adhérents est loin d'avoir sur ces points des options identiques et même est loin d'avoir des opinions arrêtées et tranchées. Cela est juste car les masses dont sont issus les adhérents ne se posent pas en termes clairs des choix décisifs sur ces questions ; elles commencent à peine à se poser par leurs actes, des questions sur ces sujets. Engageons le débat et laissons la pratique commencer à dégager des options sur lesquelles nous serons amenés, en temps voulu, à trancher. Si nous sommes d'accord pour ne pas faire du Parti une avant-garde auto-proclamée, omnisciente par rapport aux masses, n'ayons pas l'outrecuidance de mettre en place une direction, elle-même avant garde omni-compétente par rapport au Parti. La diversité sur les options à long terme de notre direction centrale est au contraire une richesse et une force par rapport aux organisations de type sectaire (P.C. et Ligue communiste) et de plus, est une garantie quant à l'unité du Parti.

VERS LA DEFINITION DU MODELE DE SOCIETE A CONSTRUIRE

Nous ne tranchons pas sur ce point, il s'agit d'ouvrir un débat. Il ne peut être ni général ni abstrait : il doit être branché sur le combat quotidien de la classe ouvrière et de ses alliés.

Les A.O.P. à partir des luttes contre l'organisation du travail, les conditions de vie et de travail, la hiérarchie... ont permis de soulever des questions primordiales, voire d'apporter quelques éléments de réponse.

Plusieurs points ont été soulignés :

1. — **Passage au socialisme** : les formes de lutte actuelles, leur contenu remettent profondément en question le schéma du passage au socialisme comme prise pacifique du pouvoir par un parti (ou une coalition de partis) bénéficiant de la complicité passive de la classe ouvrière et de ses alliés. La mobilisation des travailleurs à travers les différents organes qu'ils peuvent se donner, leur contrôle et leur prise en mains des luttes impliquent que le passage au socialisme soit le fait du développement et de la généralisation d'organes de base, de conseils arrachant à la bourgeoisie ses instruments de pouvoir.

2. — **Dictature du prolétariat** : il ne s'agit plus aujourd'hui d'en discuter le principe, mais de cerner les modalités d'application concrète. Les textes des A.O.P. à partir de l'analyse concrète de lutte, des violences opérées par la bourgeoisie pour arracher les conquêtes des travailleurs, sont en effet unanimes sur ce point. (Voir les textes de synthèse).

3. — **Dépérissement de l'Etat** : dans la mesure où les travailleurs veulent prendre le pouvoir par eux-mêmes, et pour eux-mêmes, ils doivent détruire la machine d'Etat, conçue par la bourgeoisie pour les opprimer. Il faut maintenant en préciser les modalités concrètes. Sur ce point, le texte de synthèse des A.O.P. sur la dictature du prolétariat apporte des éléments de départ.

4. — **Modèle de socialisme** : les luttes actuelles remettent en cause l'organisation du travail, la distinction entre travail manuel et intellectuel, la multiplication des tâches subalternes et répétitives, la hiérarchie, les écarts de salaire. Elles montrent le refus d'un modèle bureaucratique de société, le refus d'un socialisme qui ne changerait pas fondamentalement les rapports de production et les rapports de travail. Elles montrent clairement le refus de l'exercice du pouvoir par le parti, au nom des travailleurs. Sur cette question, voir les textes de synthèse « dictature du prolétariat » et « planification et autogestion ».

5. — **Remise en question de la finalité de la production** : ouvriers, paysans... seront-ils dans le cadre de la société à construire, soumis aux mêmes critères de production (et de consommation) sous des prétextes de « rationalité technologique ». La société socialiste leur réserve-

t-elle, dans leurs conditions de vie et de travail, le même sort que la société capitaliste ? On n'évitera pas de répondre à cette question, sous peine de n'offrir comme modèle de société socialiste qu'un décalque à peine amélioré de la société capitaliste.

6. — **Recherche de nouveaux rapports sociaux** : les rapports actuels sont mis en question par de nombreuses luttes de jeunes, de femmes, etc.

Le développement de l'attaque contre les rapports de production et même les rapports de travail, ne fera qu'accroître ce phénomène. Les problèmes de la famille, du couple, de l'éducation des enfants... doivent être resitués dans le cadre de la proposition de nouveaux rapports de production. Il serait important que dans le cadre des luttes que mène le Parti, celui-ci prenne dès à présent des mesures collectives concrètes facilitant l'insertion réelle dans le Parti des adhérents femmes, en particulier de celles qui ont des enfants, et pour qui cela est une charge, diminuant grandement leurs capacités révolutionnaires.

7. — **Contacts internationaux** : la solidarité des travailleurs en lutte devient aujourd'hui une réalité et une nécessité d'autant plus grande, que l'intégration internationale des firmes s'accélère. Il en est de même en ce qui concerne la prise et l'exercice du pouvoir par les travailleurs : les conditions sont d'ailleurs telles qu'il ne saurait y avoir de montée des luttes en Europe, isolées dans un seul pays. A travers le renforcement de la solidarité internationale peuvent se créer les véritables conditions d'un nouvel internationalisme et donc peuvent être évités les isolements qui ont limité les chances de survie de bien des tentatives révolutionnaires.

Ces questions ne sont pas les seules méritant réflexion, mais ce sont sans doute, les plus importantes. Le congrès devra en débattre, et l'apport des A.O.P. constitue pour nous un début de réponse que le congrès devra approfondir et qui resteront en discussion dans le Parti et dans les masses pour une longue période.

En dernier lieu, il nous semble que le congrès ne remplirait pas sa tâche s'il ne proposait pas dès maintenant des initiatives concrètes susceptibles de répondre aux tâches du moment.



PROPOSER DES INITIATIVES CONCRETES

Compte tenu de l'époque à laquelle se situe ce congrès, il est clair qu'il est difficile de proposer sérieusement une série d'initiatives susceptibles d'être applicables immédiatement. Toutefois, nous pensons que d'ores et déjà un travail peut être proposé dans trois directions :

1. — **Les thèmes principaux qui ont été abordés à ce congrès devront être publiés immédiatement.** Cette publication n'a pas simplement pour but la diffusion de nos réflexions et de nos décisions. Elle doit déboucher sur un approfondissement des moyens théoriques et pratiques d'intervention. Des discussions devront être engagées aussi rapidement que possible avec tous les travailleurs qui se sentent concernés par ces débats. Par ailleurs, parce que les militants révolutionnaires des différents pays européens ont été amenés à travers leur pratique, à élaborer des propositions stratégiques analogues aux nôtres, notamment en ce qui concerne le contrôle ouvrier et le mouvement politique de masse, nous proposons l'organisation d'une vaste confrontation sur ces thèmes dans les mois à venir.

2. — Certaines initiatives devront être prises dans des domaines qui ont été, de fait, plus ou moins sous-estimés jusqu'à présent. Par exemple :

a) concrétisation de la solidarité entre travailleurs français et immigrés, pour unifier la classe ouvrière ;

b) assises nationales femmes fin 71 ;

c) rencontre entre ouvriers et paysans des régions sous-développées (internationale si possible avec des camarades italiens et espagnols) abordant entre autres les problèmes de la lutte contre le capitalisme international et de la radicalisation dans un sens socialiste des mouvements régionalistes.

d) mobilisation des secteurs universitaires, ouvriers et paysans pour entreprendre une étude sur la situation des O.S. dans la production.

3. — Enfin, la période même des vacances est un temps que les militants **ne** doivent pas négliger. D'une part en profitant de cette époque et des lieux où ils se trouveront pour démythifier et combattre la conception même du loisir (et de ses formes), imposée à la classe ouvrière par la bourgeoisie. D'autre part, là où ils se trouvent, les militants devront participer aux discussions, aux luttes, et si possible... aux travaux avec les militants paysans.

*

* *

De telles propositions qui ne font qu'éclairer les textes des A.O.P. nous semblent devoir être susceptibles de donner au parti les moyens progressifs d'une plus large implantation dans les masses et de remplir son rôle de pôle révolutionnaire.